



中国驻法国大使馆
AMBASSADE DE CHINE
EN FRANCE

Forum pour la coopération UE-Chine post-COVID-19

后疫情时代的中欧合作研讨会

Forum Co-organisé par The Bridge Tank et l'Ambassade de Chine en France

15 octobre 2020

Compte rendu de Session - Développement vert ou civilisation écologique?

Modératrice - Wen Cui-Pottier, Ancienne journaliste, télévision de Shanghai, Shanghai Media Group

Brice Lalonde, ancien Ministre de l'Environnement

Guillaume Henry, Président, Association d'Analyse Écologique du Droit, & The Bridge

Zhao Wei, Chercheur à l'Université Sun Yatsen, Guangzhou & The Bridge Tank

Nicolas Imbert, Directeur Exécutif, Green Cross France & Territoires

La session a été organisée selon trois axes :

a) l'importance et l'urgence absolue d'un partenariat sino-européen dans la lutte contre le dérèglement climatique et le sauvetage de notre environnement ;

b) les objectifs de court terme et long terme ;

c) des suggestions concrètes pour la mise en place d'une politique et une stratégie afin de faire avancer ce partenariat de manière constructive et efficace en tenant compte des formes de concurrence économique et de partenariats des entreprises, mais aussi de la dynamique des territoires .

- Brice Lalonde a évoqué les enjeux, contraintes et opportunités possibles d'un « nouveau cycle » de coopération technologique UE-Chine sur les technologies vertes, autour de toutes les énergies incluant le nucléaire, autour des ressources du vivant notamment dans la capture du carbone, ainsi que des matières,

- Guillaume Henry a fait un point sur l'évolution de la propriété intellectuelle des nouvelles technologies vertes et les possibilités de mieux les valoriser en commun dans le cadre d'un développement planétaire durable, et plus généralement, d'un besoin d'analyse écologique de l'ensemble des règles et outils du droit.

- Zhao Wei a présenté des pistes de coopération industrielle concrètes dans plusieurs secteurs dont les batteries et le secteur automobile électrique

- Nicolas Imbert a évoqué la décentralisation et la territorialisation des actions de développement durable : "territoire d'innovation », enjeux santé / eau / alimentation / déplacements et modes de vie / bâti et infrastructures / continuité d'activité, rôle pionnier des îles (laboratoires d'innovation), des villes moyennes (démarches plus rapides) et aussi importance d'activer les leviers du tourisme durable, du sport et des loisirs pour rendre la transformation désirable et opérationnelle.

Wen Cui-Pottier

Développement vert ou civilisation écologique? Quelles sont les différences? Les similitudes? Est-ce la même chose?

Brice Lalonde

En termes d'actions communes à mener entre l'UE et la Chine, il faut d'abord parler sur un plan politique. Il s'agit de renforcer le multilatéralisme qui a été mis à mal ces dernières années. La Chine va bientôt démontrer son engagement avec la COP15 sur la biodiversité, si le virus nous le permet. Ce domaine est extrêmement important – nous pouvons demander à nos scientifiques de travailler ensemble, par exemple à la cartographie des virus : on parle de *global virum*.

Sur le sujet climatique, un sujet spécifique est celui du bambou : cette herbe capture le carbone très rapidement, plus que les arbres. En outre, le bambou fait vivre beaucoup de gens et peut être utilisé à de nombreuses fins, comme pour la construction – permettant d'éviter l'utilisation du ciment, plus polluant. Ce domaine important fait l'objet de nombreuses coopérations entre les Français et des pays asiatiques.

Xi Jinping a annoncé son ambition sur le climat, soulevant plusieurs questions : la Chine va-t-elle pouvoir atteindre la neutralité carbone en 2060 ? Peut-on atteindre le pic des émissions plus rapidement qu'en 2030 ? L'UE doit également considérer la question de la Belt & Road initiative (BRI) : quels investissements, des pays comme des agences d'aide internationale ? Un alignement vers une neutralité carbone est réclamé.

Le maître mot de la neutralité carbone est **l'électrification**. En effet, l'électricité porte à la fois information et énergie ; elle peut être produite de manière décarbonée, ce qui n'est pas le cas des énergies fossiles. Il faut revisiter les techniques de l'électricité au XXIe siècle, se pencher sur le courant continu, alternatif... Il faut également voir si l'on peut électrifier les usages (industrie, transports...). Cela amène à la question des batteries : peut-on arriver à la batterie solide, à la batterie lithium air ? En combien de temps ?

Une question voisine de la batterie est celle de l'électrolyseur : il permet de stocker l'électricité et de produire notamment de l'hydrogène.

Tout ceci mène au travail de construction d'un écosystème nouveau : repenser les voitures, les réseaux électriques, la ville et les bâtiments puisque la batterie peut permettre un circuit électrique. Peut-on travailler ensemble sur le « smart », une connectivité généralisée ?

D'autres sujets auxquels il faut s'intéresser sont le carburant de synthèse et la capture de CO₂ ; les énergies renouvelables, mais aussi le **nucléaire** : nous avons besoin du nucléaire. Il faudrait cependant l'améliorer : quel nucléaire du futur ? Un accord entre la France et la Chine a été passé pour la construction d'une usine de retraitement des déchets nucléaires. La transmutation serait une bonne technique nucléaire, qui consiste à transformer les déchets à vie longue en déchets à vie brève. En 300 ans, les déchets seraient éliminés. Cette question de traitement des déchets est essentielle pour l'acceptation du nucléaire : il y a là un énorme travail à effectuer, pouvant faire l'objet d'une coopération entre UE et Chine, et même plus particulièrement France-Chine.

Ainsi, en premier tour d'horizon, **l'électricité** et le **nucléaire** sont les premiers sujets pour la coopération immédiate entre UE et Chine.

Quel est le rôle de la recherche, des différents tempos de la coopération internationale et des industriels dans l'élaboration de programmes sur la capture du CO₂ ? Aujourd'hui, le charbon est sujet à de grands débats, notamment dans sa capacité

chimique à fixer le CO₂. Quelle coopération entre la Chine et l'UE sur ce point ? Comment la finance peut-elle accélérer cette dynamique, en finançant la recherche ou le développement ? Il y a aujourd'hui un enjeu de passage à l'échelle, du moins industrielle, tandis qu'au niveau des chancelleries les négociations ont une tendance plus lente.

Le **charbon** a toujours été présent, on le voit à, par exemple, la création de l'Europe initialement CECA. Aujourd'hui, les ressources de la puissance sont en train de se transformer : les enjeux majeurs sont ceux du soleil, et surtout de l'eau. Il est possible de récupérer de l'hydrogène, l'électrolyser et se retrouver avec des moteurs à eau. L'eau devient même une question de la finance, vu la nécessité de se prémunir contre les sécheresses.

Les recherches les plus pointues sur **la capture de CO₂** sont celles sur la photosynthèse artificielle. Pour l'heure, il est difficile de faire mieux que les arbres ou le bambou. Certaines plantes capturent mieux que d'autres, grâce à leur photosynthèse en C₄ et non en C₃ : presque toutes les plantes sont en C₃, c'est-à-dire qu'elles utilisent 3 atomes de carbone pour construire leurs tissus avec le gaz carbonique et l'eau. Ce processus est né à l'époque où l'atmosphère était du gaz carbonique. « Malheureusement », l'atmosphère est devenue oxygénée : il arrive que la photosynthèse se trompe ; au lieu de prendre du CO₂, qu'elle prenne de l'O₂ et renvoie du CO₂. Cela s'appelle la respiration des plantes, qui finalement est une anomalie pouvant parfois survenir. Puis, avec l'évolution, est arrivée la photosynthèse en C₄. Cette photosynthèse ne commet pas d'erreur : les plantes prennent 4 atomes de carbone, et la biomasse croît beaucoup plus rapidement. C'est le cas de la canne à sucre, du maïs... Soit un certain nombre de plantes rapides.

La recherche se penche sur l'ingénierie génétique, essayant de transformer des plantes C₃ en C₄. Ce domaine est très important : si nous parvenions à transformer des plantes qui sont en plus alimentaires pour les humaines, cela ferait avancer une partie des solutions de manière très importante. La **photosynthèse artificielle** est donc un exemple de projets que la Chine et l'UE pourraient mener en commun.

Il est possible de fabriquer de l'hydrogène à partir de combustibles fossiles, mais c'est une technique pour l'heure controversée car envoyant du CO₂ dans l'atmosphère. Il faut donc que les pouvoirs publics obligent la capture du CO₂ : toutes nos industries devraient alors bâtir des citernes pour stocker du CO₂, et que le carbone devienne une matière première pour ce qu'on appelle la nouvelle chimie. Plutôt que de partir du carbone fossile, il s'agirait de partir du carbone du CO₂. L'économie serait alors complètement différente et le CO₂ ne serait plus envoyé dans l'atmosphère, mais retenu et réutilisé de manière quasi perpétuelle. Est-il possible de persuader les politiques et les industriels à s'engager dans cette technique ? Des entreprises du monde commencent à investir le domaine, notamment Carbon Engineering à Vancouver (Canada). L'entreprise capture le CO₂ de l'air, en parties par millions (ppm). Elle a passé une alliance avec un avionneur pour produire un carburant de synthèse avec ce CO₂.

Ce type de technique représente l'avenir. L'humanité sera forcée d'y parvenir, la gravité du changement climatique l'imposant. Le CO₂ s'accumule dans l'atmosphère et aucun mécanisme ne peut l'en retirer hormis les plantes, les roches et la mer – uniquement en surface. La capture de CO₂ constitue donc une entreprise planétaire de survie qui réclame une coopération internationale. Si l'UE et la Chine pouvaient se mettre d'accord pour y travailler ensemble, et la France particulièrement, cela constituerait un pas très important.

Wen Cui-Pottier

Guillaume Henry, vous êtes président de l'Association d'Analyse Écologique du Droit, pourquoi une telle initiative est-elle importante aujourd'hui dans les débats sur la transition énergétique et sur le développement durable?

Guillaume Henry: Je ne suis pas un militant écologiste à la base mais, il y a 10 ans, j'ai commencé à m'intéresser à cette question de savoir si les règles de droit que je connaissais, étaient en faveur ou au contraire un frein au développement des technologies vertes et d'une économie plus durable. La règle de droit des brevets doit être analysée objectivement dans le but de la modifier pour qu'elle soit efficace d'un point de vue environnemental. C'est facile pour les brevets car ils sont en rapport avec l'innovation, innovation nécessaire en Europe et en Chine pour une transition rapide.

J'ai découvert des éléments, des pistes d'amélioration qui concernent la réglementation. On peut faire ce travail pour toutes les matières du droit. Est-ce que le droit comptable prend en compte les efforts effectués par les entreprises? Quel prise en compte du télétravail? Est-ce vertueux ou est-ce d'autres sources de pollution possible?

Dans toutes les matières de droit nous pouvons faire une analyse écologique de la règle et proposer une amélioration des règles de droit pour qu'elles prennent en considération le prisme écologique; voilà l'objet de notre association.

Un débat clé des 20 dernières années est de savoir quel est le rôle des brevets dans le développement d'une économie durable. L'idée commune est que les brevets sont un frein car ils constituent un monopole. Pourtant, outil moderne juridique qui a accompagné les 3 révolutions industrielles, l'idée fondamentale au départ est de dire que l'investissement est toujours encouragé car investissement égale progrès technique. L'idée est que, pour favoriser l'investissement, se mette en place un dispositif (contrat) entre l'inventeur et l'État. L'inventeur s'engage à divulguer son invention avec un mode d'emploi, et l'État garantit un monopole pendant 20 ans. C'est un très bon outil pour attirer les investissements, mais l'auteur du brevet est le seul qui peut permettre le développement externe de son invention.

Il a fait face à une protestation croissante dans les pays du groupe 77, car les pays développés demandent une transition durable après être passés par une transition non durable de croissance; et leurs technologies sont brevetées par des grands groupes. Il y a ainsi un sentiment d'injustice pour les pays moins développés qui n'auraient pas accès aux brevets. Mais en réalité, on s'est aperçu que le frein ne venait pas des brevets, le brevet étant un titre territorial. Quand une entreprise veut déposer un brevet, elle doit le faire dans chaque pays dans lequel elle est implantée. Il n'est pas possible de déposer dans tous les pays car cela coûte trop cher. Donc la conséquence est que tous les brevets sont déposés seulement dans quelques pays. Sur l'ensemble des brevets concernant les technologies vertes, seulement 1% sont déposés en Afrique et 3% en Amérique Latine. Il y a ainsi une absence de dépôt dans le reste du monde et donc une possibilité de développer une greentech à grande échelle si une réglementation la favorise.

La clé n'est donc pas le brevet mais le savoir faire. La particularité de la Chine est que ces 20 dernières années, la politique chinoise a permis un transfert conséquent de technologies. C'est un marché, donc c'est un échange qui comprend un transfert des technologies des pays avancés contre l'accès au marché chinois. La réussite de cette politique repose dans le fait que les transferts furent d'une rapidité alors jamais connue pour des flux technologiques.

Wen Cui-Pottier: Maintenant je passe la parole au professeur Zhao Wei. Le 14 novembre dernier, il y a eu un sommet entre la Chine et les dirigeants européens pour mettre en place un dialogue pour le climat. Que veut dire le timing de cette annonce? Quelle signification? Quelles opportunités pour les entreprises, les industries ?

Zhao Wei: J'aurai le point de vue d'un chercheur chinois qui a travaillé au niveau des entreprises et des industries. Ce sommet permet la mise en place d'une vision à long terme car on parle de durabilité. *Donc pour nous les Chinois, quand on parle de civilisation écologique ou de développement vert, on parle de choses concrètes.*

Quand on parle de développement vert en automobile par exemple, ça veut dire développer cette industrie. Aujourd'hui, il faut réduire la dépendance aux énergies fossiles, transformer ces énergies en électricité pour réduire les émissions de CO2. Quand on regarde le nombre de voitures électriques vendues par rapport au nombre total de voitures, cela représente un pourcentage très faible. Donc on a encore beaucoup à faire, dont transformer les habitudes des individus dans la société.

La Chine joue un rôle important car elle a une base pour développer l'industrie, notamment les batteries pour le stockage d'électricité. La Chine a construit ces 15 dernières années, une industrie forte grâce aux transferts de technologie mais aussi en créant une base importante de fournisseurs, ce qui est donc très attirant pour l'industrie automobile par exemple. Il y a ainsi une accumulation de savoirs faire dans cette industrie.

Quand ces entreprises grandissent et qu'elles ont accumulé des ressources financières suffisantes, elles deviennent agressives. Elles investissent en amont (fournisseurs) ou/et en aval. Grâce à des stratégies ambitieuses, les entreprises Chinoises peuvent se développer rapidement.

Le gouvernement chinois exige le transfert de technologies et les autorités locales apportent beaucoup de soutien pour créer des clusters industriels.

Je voudrais mentionner trois points importants et stratégiques pour développer les voitures électriques : le soutien du gouvernement chinois, la participation des entreprises chinoises, la participation active des autorités locales.

Beaucoup de petites entreprises travaillent aussi sur la haute technologie, sur les voitures autonomes, intelligentes et constituent une filière complète en Chine pour le développement vert de l'industrie automobile.

Wen Cui-Pottier: Nicolas Imbert, quelles différences entre civilisation écologique et développement vert?

Nicolas Imbert : Il y vraiment 2 tendances qui se complètent:

Greta Thunberg et son "How dare??" *Comment osez vous d'être aussi peu avancés?* Message plus que jamais d'actualité car elle rappelle aux dirigeants européens qu'il faut être présents sur ces questions environnementales et qu'ils ne sont pas assez impliqués.

Il y a aussi beaucoup d'initiatives sectorielles qui ont leur propre feuille de route, qui passent d'une logique de planification et de massification à une logique d'agilité, d'adaptation au contexte local. Au final ce *Yes we can* local est entendu en France. Les villes chinoises se rendent aussi compte que c'est une dynamique mondiale.

Souvent on a commencé par la transition énergétique, car il est plus facile de passer du développement mono dimensionnel à une dimension en 4D (diversification, décentralisation, accessibilité (pour énergie solaire notamment) et autres dimensions).

Aujourd'hui, la décarbonation ne se discute plus. Mais est-on dans logique de *license to cooperate*? Ou dans une *économie grise* qu'il faut réinventer fortement? Il y a beaucoup de secteurs d'innovation dans les domaines de la mine durable, de la chimie verte et pour arriver à une vraie transition verte, il faut que l'économie grise se réoriente vers le vert ne laissant personne de côté, et massivement. Dans ce mouvement, le covid nous incite à prendre un temps de recul sur la finalité : quand on est concerné directement, on est plus impliqué.

Ce contexte est révélateur **de la puissance systémique de la gouvernance et de l'innovation**. Donc cela nous incite à se poser la question de **qu'est-ce qui est important?**

La notion de civilisation écologique prend là tout son sens. On s'est rendu compte que le prisme abordé pouvait être changé. Si on remplace tous les véhicules par des véhicules électriques, il y aura moins d'émissions mais ça ne résoudra pas le problème de la congestion. Donc il y a un besoin de repenser et reconstruire la ville dans son ensemble. Ces questions sont de plus en plus importantes. L'innovation n'est plus à sens unique, mais il faut l'articuler, l'urgence écologique s'accélère. Les Chinois ont beaucoup d'inspiration notamment sur l'accès à eau de qualité, à une alimentation résiliente. **Entre développement vert et civilisation écologique, il y a l'idée d'une possible co-construction.**

Wen Cui-Pottier: Nous avons aussi vu un grand repli sur soi pendant la crise. Une crise est une opportunité, mais certains voient un échec possible post covid. Comment se placer dans un dynamisme d'écologie verte et donner accès à ces technologies vertes dans tous les pays? Comment trouver un terrain d'entente?

Nicolas Imbert: Avec Green Cross, on s'est rendu compte qu'on ne peut faire face en urgence qu'à ses forces propres.

Nous sommes une civilisation très connectée, mais très dépendante des technologies et de leur provenance. Il y a donc une survie stratégique pour les Etats concernant les importations. Il faut une vision réaliste dans la **résilience**.

Par exemple, la question du haut débit sur internet: la construction et l'équilibre entre ces dispositifs doivent être établis en collaboration. Pareil pour l'agriculture. C'est tout le défi de la transition d'arriver à construire un changement de modèle qui soit itératif, efficace, et qui soit une évolution de notre système économique. Ce système devra être rassurant, serein et affirmé.

Wen Cui-Pottier: Question à maître Henry: la Chine a imposé un transfert de technologies, mais cela est-il durable? Y a-t-il d'autres systèmes?

Guillaume Henry: La Chine n'a pas imposé le transfert de technologies. Mais plutôt une logique de "si vous voulez accéder à nos marchés, alors il existe un besoin de transfert de technologies". C'était donc un choix des entreprises étrangères que d'exporter leurs technologies. La Chine a copié les pays (ce qu'ont fait tous les pays), mais on est aujourd'hui dans un basculement, le gouvernement chinois recevant le plus de demandes de brevets dans le monde.

On voit une continuité du monde multipolaire, les technologies vertes nécessitent des savoirs faire où certains pays sont numéro un (Brésil, Chine, Europe, etc.) Donc les liens sont aussi multipolaires, et **si on regarde les dépôts de brevets, 70% sont déposés par des entreprises multinationales. Cela est clé car elles ont des salariés**

partout dans le monde, donc les transferts de technologie se font mieux dans une logique intragroupe.

Dans les relations France-Chine, les deux pays ont intérêt que des grandes entreprises soient présentes sur leur territoires. Il y a un besoin de coopération entre les entreprises françaises et les entreprises chinoises.

L'enjeu est de savoir comment sélectionner les secteurs dans lesquels on a besoin d'un transfert de technologies. Cela concerne le niveau étatique.

Le covid ne changera pas grand chose. Je ne suis pas convaincu que ce type de crise change la nature des échanges. On a des aspirations qui ne vont pas réellement changer. Il y a cependant une différence entre le développement vert et une civilisation écologique. Le développement vert a moins d'ambition et se place à une échelle plus petite. Dans cette logique de développement vert, on ne veut pas renoncer à la croissance, mais on veut qu'elle soit durable. Mais cette échelle de moyen terme est trop courte. À l'échelle de l'humanité, de la planète, le développement vert est insuffisant. Il faudra passer à quelque chose de plus profond, une civilisation écologique?

Je ne suis pas pessimiste mais la réalité actuelle est qu'on n'est pas prêt à renoncer. Les populations qui bénéficient de ce confort ne sont pas prêt à y renoncer. Et celles qui n'y ont pas accès, en rêvent.

Donc aujourd'hui, il est nécessaire de commencer par le développement vert. Donc pour le court terme les technologies vertes sont la solution. **Le développement vert est à notre portée mais la civilisation verte est notre espoir.**

Zhao Wei: "Civilisation verte" est une expression qui vient de Chine.

Pour avoir des opportunités il faut avoir des bases de connaissances et de savoirs faire au niveau individuel. Dans l'industrie automobile électrique, on dit que la Chine a beaucoup de connaissances dans les sciences et dans la chimie électronique; au niveau des entreprises, beaucoup de connaissances dans la qualité des matériaux. Le niveau de connaissance a dépassé le niveau de connaissance en occident pour ce qui concerne les fournisseurs. Pour les constructeurs, il y a des connaissances sur le marchés, l'assemblage et la conception sur l'ensemble des véhicules. Dans ce domaine, les constructeurs européens ont des années d'avance. Grâce à ces différences qui persistent, nous avons des opportunités de collaboration entre acteurs internationaux.

Avec une hausse de croissance et de connaissance, les entreprises chinoises seront un jour au niveau des entreprises européennes. Il y a aura alors une tendance de plus en plus concurrentielle entre les entreprises chinoises et européennes.

L'Europe et la Chine travaillent de leur côté sur un système autonome industriel. ***Au niveau des autorités, on se met donc déjà en concurrence. Les collaborations se font plutôt au niveau des entreprises.*** Il faut avoir une analyse, regarder quels sont les portefeuilles de nos connaissances actuelles au niveau des entreprises et des États. Il faut dialoguer et partager les connaissances. Il ne faut pas empêcher les autres d'avoir de nouvelles connaissances mais collaborer pour en avoir plus. Il ne faut pas oublier les objectifs des industries, qui sont de servir les hommes, pas la richesse.

Wen Cui-Pottier: Vraiment ? Le but 1er des entreprises n'estil pas de créer de la valeur pour les actionnaires ? Donc il faut trouver des changements qui apportent de la valeur.

Nicolas-Imbert: Si on regarde les choses d'un point de vue financier, on n'est pas dans une crise de liquidité, mais dans un problème d'horizon et de capacité à se projeter dans

le futur. « Est-ce que nous voulons sérieusement changer le monde? » Il faut arriver à se poser la question : où est l'argent dans l'économie.

La France est dans une crise sociale et économique (gilets jaunes), révélatrice d'une crise du vivre ensemble, et on n'arrive pas à se fixer une trajectoire commune depuis plusieurs mois. Il y a aussi une fracture entre les moins de 45 ans et les plus de 45 ans dans la vision du futur. Le sujet est apparu dans les discussions relatives au Brexit. Si les contraintes sont une opportunité, la restructuration de la finance publique et privée pourra ouvrir la possibilité de réorienter l'économie massivement à travers les fintech. De nouveaux outils financiers émergent de manière massive avec la notion sous-jacente d'interdépendance où l'on doit évaluer les gains et les pertes.

Wen Cui-Pottier: Le contexte est compliqué pour trouver équilibre entre les bénéfices nécessaires dans l'immédiat et se projeter dans le long terme. Revenons au Partenariat UE-Chine pour la lutte pour le climat : quels seraient les mots clés auxquels vous pensez pour se mettre d'accord?

Zhao Wei: Pour collaborer avec la Chine il faut être fort car la Chine est pragmatique. Car il n'y a plus de différence de niveau. On a besoin de l'un et de l'autre. Besoin d'une structure complémentaire. Si la Chine et l'UE n'ont pas le même niveau, alors il existera moins d'opportunités pour collaborer dans un contexte où la Chine, en voie de développement macro-économique, doit toujours chercher la croissance.

En France il y a encore beaucoup de gens qui regardent la Chine avec un point de vue dépassé de 20 ans alors que la Chine a déjà dépassé l'UE dans beaucoup de domaines. Il faut donc voir quelles sont les forces, les avantages de l'un et de l'autre. Pour travailler avec la Chine il faut y mettre un pied. Les entreprises chinoises elles, sont au début d'apprentissage du marché européen. Les entreprises chinoises choisissent le pays d'Europe qui domine dans un domaine.

Un conseil pour les entreprises européennes serait de sortir de leurs préjugés et vieilles conceptions, d'aller en Chine voir ce qu'il s'y passe, pour avoir une meilleure compréhension de la Chine actuelle. Il y a un besoin d'ouverture d'esprit de la part des Européens.

Guillaume Henry: Par rapport aux essais sur les Brevets: la flexibilité d'accorder des licences forcées (sans l'accord du breveté) a bien marché en pharmacie, mais c'est difficile pour d'autres secteurs. En France on a besoin **réindustrialiser** grâce à des partenariats notamment avec la Chine.

Nicolas Imbert: Du point de vue Européen, il ne faut pas être dans un esprit d'arrogance (complexe de supériorité), mais nouer des liens de coopération, mettre fin à la logique de confrontation, et trouver une logique de nouveaux **mécanismes de coopération compétitive** pour construire paix et prospérité.

L'exemple de **l'économie circulaire** est un bon exemple de coopération avec la Chine qui s'est développée dans le traitement des déchets. Sur des sujets concrets, on peut se rendre compte de ce qui nous unit. *La mer unit les gens, ce sont les rivages qui séparent.*